

Déclaration de la République du Mali

22^e Réunion des États Parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

Point 9 : Assistance aux victimes

2 décembre 2025

Temps de parole : 3 minutes

Madame la Présidente,

Je vous réitère les félicitations de la délégation malienne pour la manière remarquable avec laquelle vous conduisez nos travaux.

Madame la Présidente,

Le Mali réaffirme solennellement son engagement en faveur de la mise en œuvre intégrale de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, et particulièrement l'un de ses piliers essentiels qui est l'assistance aux victimes.

Depuis 2013, les menaces liées aux engins explosifs / mines, engins improvisés (IED), restes explosifs de guerre restent une réalité tragique au Mali. Entre cette date et la mi-2024, les services de l'action anti-mines ont documenté **1 963 incidents** d'IED / mines, ayant causé **1 357 morts** et **2 660 blessés**.

La menace s'est étendue depuis 2021 vers le sud et l'ouest du pays, ce qui élargit la zone à risque bien au-delà des régions traditionnellement touchées par le phénomène.

En 2022, parmi les victimes d'engins explosifs enregistrées, **239 civils** ont été affectés (dont 72 tués et 167 blessés) à la date du 31 août, alors que l'année précédente (2021) avait comptabilisé 400 victimes.

Les régions les plus durement touchées sont celles du centre et du centre-sud, en particulier les zones de Mopti et Ségou, où la majorité des incidents et des victimes ont été recensées.

Le nombre total de victimes au Mali à savoir civils comme combattants entre 2014 et 2024 dépasse **1 300 personnes tuées**.

Ces chiffres, bien qu'impressionnants, ne traduisent qu'une partie de la réalité : nombre d'incidents ne sont sans doute pas rapportés, et l'étendue exacte des zones contaminées reste difficile à déterminer, notamment dans les localités isolées ou en zones d'insécurité persistante.

Face à cette situation, le Mali réaffirme que l'assistance aux survivants, aux familles affectées et aux communautés touchées constitue une **priorité nationale et humanitaire**. Dans ce cadre, nous nous engageons à :

- Renforcer les mécanismes institutionnels nationaux (à travers le secrétariat permanent de lutte contre les armes légères, Centre national d'action anti-mines) pour coordonner efficacement les opérations de prise en charge.
- Fournir des soins médicaux d'urgence, des services de réadaptation physique, et faciliter l'accès aux prothèses et orthèses pour les personnes amputées ou blessées — en particulier dans les régions les plus affectées comme Mopti et Ségou.
- Mettre en œuvre des programmes de soutien psychosocial, de réinsertion socio-économique et de formation professionnelle, afin d'aider les victimes à retrouver une vie digne et autonome, en dépit des séquelles physiques ou sociales.

- Assurer la collecte, la mise à jour et la gestion de données fiables sur les victimes — y compris suivi des cas, âge, genre, type de blessure, localisation — pour mieux cibler les interventions et adapter les politiques publiques en conséquence.

Cependant, les moyens nationaux restent limités face à l'ampleur du défi. Le Mali en appelle à ses partenaires internationaux, aux organisations humanitaires, aux donateurs bilatéraux et multilatéraux, pour **renforcer le soutien** à la prise en charge des victimes et à la lutte anti-mines. Ce soutien est indispensable pour financer les soins, la réadaptation, la sensibilisation, le déminage et les programmes de prévention.

Madame la Présidente,

Le Mali réaffirme sa détermination — non seulement comme une obligation juridique découlant de la Convention, mais comme un impératif moral — à protéger les populations, à assister les victimes, et à œuvrer à un avenir plus sûr pour tous. Nous invitons la communauté internationale à nous accompagner dans cette mission vitale pour le respect des droits humains et la dignité des survivants.

Je vous remercie.